



## Front commun de 475 000 personnes

Nous travaillons en éducation, en santé et services sociaux, dans les organismes gouvernementaux et dans la fonction publique.

Aujourd'hui, le 30 octobre 2009, nous déposons nos demandes de négociation. Nous voulons l'amélioration de nos conditions de travail et de nos conditions salariales pour

- attirer la relève et retenir l'expertise;
- relever le défi de donner des services publics de qualité et assurer leur pérennité;
- maintenir notre pouvoir d'achat et soutenir l'activité économique.

Nous voulons récupérer notre droit de négocier. Nous n'accepterons pas de subir un nouveau décret.

Nous sommes fiers de travailler dans les services publics et d'offrir à toutes les citoyennes et tous les citoyens du Québec un accès aux soins de santé et à l'éducation, peu importe leur situation socioéconomique. Nous croyons qu'il s'agit d'un bien collectif à préserver.

Il est plus que temps que l'État valorise nos professions et nos métiers à leur juste valeur.

Aujourd'hui, nous sommes  
**ENSEMBLE POUR LES SERVICES PUBLICS**  
Et nous le serons jusqu'à un règlement satisfaisant